

Macron : toujours plus de clandestins, encore moins d'armée et de sécurité ...

écrit par Marcher sur des oeufs | 13 juillet 2017

ARTICLE I :

Le gouvernement présente son «plan migrants» et annonce 12 500 nouvelles places d'hébergement:

La question des migrants, toujours brûlante, a été abordée en conseil des ministres le 12 juillet.

Le chef du gouvernement Edouard Philippe a dévoilé son plan d'action, avec notamment un raccourcissement des délais d'examen des demandes d'asile

<https://francais.rt.com/france/40858-gouvernement-presente-plan-migrants>

Article II:

<https://francais.rt.com/france/40889-baiser-demission-chef-etat-major>

Après l'annonce de la réduction du budget de la Défense de 850 millions d'euros, le chef d'état-major des armées Pierre de Villiers, a laissé éclater sa colère devant des députés. Il pourrait présenter sa démission avant la fête nationale.

Ulcéré par les coupes budgétaires annoncées du ministère des Armées, le général Pierre de Villiers, chef d'état-major, a soufflé dans les bronches des députés l'ayant reçu en commission à l'Assemblée nationale, leur assurant qu'il ne se laisserait pas «baiser» par l'Etat, rapportent Les Echos.

Déterminé à ne pas laisser ses soldats à leur sort, Pierre de Villiers pourrait même menacer de démissionner afin de peser de tout son poids dans les négociations pour limiter la casse budgétaire de l'armée, exsangue après cinq ans d'opérations extérieures, précise le journal.

Cette position est notamment soutenue par le député des Alpes-Maritimes Eric Ciotti, qui a apporté son «soutien total» au chef des Armées. «Toucher à la Défense, c'est remettre en cause notre souveraineté !», a-t-il déclaré sur Twitter.

Les économies visant le ministère des Armées seront notamment faites sur des commandes de matériels, que l'armée devait pourtant renouveler. Des coûts supplémentaires seront aussi supporté par la Défense pour financer les opérations extérieures, auparavant alimentées par un fonds interministériel.

ARTICLE III

Coupes budgétaires : la police ne sera pas en mesure d'assurer la sécurité des JO, selon un syndicat.

Alors que le Comité international olympique a attribué à Paris l'organisation des Jeux olympiques de 2024 ou 2028, un syndicat de la police nationale dénonce un manque flagrant de moyens et d'effectifs pour protéger l'événement.

<https://français.rt.com/france/40859-jo-2024-paris-syndicat-police-pousse-cri-dalarme>